

Unité départementale du Loiret
3, rue du Carbone
45072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 4 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARENA COMET FRANCE

184 route de Sandillon
45650 Saint-Jean-le-Blanc

Références : n° 615 / 2023
Code AIOT : 0010001402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement ARENA COMET FRANCE (ex ORLEANS DECAPAGE) implanté 184 route de Sandillon 45650 Saint-Jean-le-Blanc. L'inspection a été annoncée le 27/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARENA COMET FRANCE (ex ORLEANS DECAPAGE)
- 184 route de Sandillon 45650 Saint-Jean-le-Blanc
- Code AIOT : 0010001402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARENA COMET FRANCE réalise des opérations de nettoyage et de décapage des métaux par traitement thermique (four à lit de sable fluidisé) ainsi que du traitement de surface (bains de produits chimiques liquides).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La situation administrative de l'établissement ;
- Les suites de la dernière visite d'inspection du 10 juin 2021 ;
- La prévention de la pollution atmosphérique générée par les activités ;
- La gestion des risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations - Cessation partielle d'activités	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 2.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Situation administrative - Mise en sécurité des installations	Code de l'environnement, article R512-75-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Gestion des déchets - Entreposage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Installations électriques - Entretien	Arrêté Préfectoral du 12/11/2002, article 9.2.3.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Réservoir de GPL - Protection de l'accès au réservoir	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Prévention de la pollution atmosphérique - Périodicité de mesure des rejets	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 4.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des déchets - Elimination	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
5	Gestion des produits dangereux - Etiquetage des cuves et canalisations	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
6	Gestion des déchets - Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
8	Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens	Arrêté Préfectoral du 12/11/2002, article 9.7.1.1.	Sans objet
12	Réservoir de GPL - Contrôle d'accès au réservoir	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 5.1	Sans objet
13	Réservoir de GPL - Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 5.2	Sans objet
14	Réservoir de GPL - Mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 5.3	Sans objet
17	Prévention contre les risques d'inondation	Arrêté Préfectoral du 12/11/2002	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
10	Prévention de la pollution des eaux - Confinement	Arrêté Préfectoral du 12/11/2002, article 3.3	Sans objet
16	Prévention de la pollution atmosphérique - Mesure et analyse des rejets	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations - Cessation partielle d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 2.1						
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation du tableau de classement des activités du site						
Prescription contrôlée :						
[...] Les activités exercées dans cet atelier sont reprises sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :						
Rubrique et alinéa	Clt	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	
2566	1	A Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique.	Volume des du four	> 2 000	l	3000 l
2565	2.a	E Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion)	Volume des cuves affectées au traitement	> 1500	l	14000 l
4718	/	NC Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	< 6	t	3,2 t
A : AUTORISATION E : ENREGISTREMENT NC : NON CLASSE						
Constats :						
[C1] Absence de déclaration de la cessation de l'activité de traitement de surface.						
Observations :						
L'exploitant a indiqué à l'inspection par courriel du 26 septembre 2023 ne plus exercer aucune activité de traitement chimique sur son site depuis le mois de mai 2023, en raison de la perte de son principal client. Celui-ci annonce avoir mis en sommeil ses activités relevant de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, mais qu'il souhaite conserver son autorisation préfectorale dans l'optique de pouvoir reprendre l'activité de traitement chimique sur son site ultérieurement, en cas de besoin de production.						
Dans sa réponse à ce courriel, le 26 septembre 2023, l'inspection précise à l'exploitant que si les installations de traitement chimiques ne sont plus en service, l'information doit être notifiée à l'autorité préfectorale, et qu'il lui incombe également de formaliser une cessation partielle d'activités.						

<p>Dans le cas d'une reprise de l'activité à l'avenir, il conviendra de notifier l'information à l'autorité préfectorale via un porter à connaissance.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant doit dès à présent justifier auprès de l'inspection des installations classées de la mise en sécurité de ses installations de traitement chimique, dont la vidange de ses deux cuves et la coupure électrique des dispositifs de chauffage de celles-ci, ainsi que l'évacuation des bains.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative - Mise en sécurité des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité des installations de traitement chimique de surface
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. [...].</p>
Constats : [C2] Absence de mise en sécurité des installations suite à l'arrêt des activités de traitement chimique de surface.
<p>Observations :</p> <p>L'inspection constate lors de sa visite la présence de deux cuves de traitement de surface métalliques à double paroi, d'une capacité de 1000 et 7000 litres. Ces deux cuves sont équipées chacune d'un dispositif de chauffage de bain, actuellement à l'arrêt au regard de la mise en sommeil de l'activité. L'exploitant déclare à l'inspection que la cuve de capacité 1000 litres ne contient plus actuellement que 300 litres d'un mélange d'eau et d'alcool benzylique (il s'agit de décapant CONTROX E162, dont l'inspection note également la présence de 7 bidons neufs dans un conteneur sur rétention, comprenant également des bidons de produits de traitement des eaux). Concernant la cuve de capacité 7000 litres, l'exploitant déclare à l'inspection qu'elle ne contient que de l'eau et qu'elle est actuellement remplie quasiment à sa pleine capacité.</p> <p>Au regard de la nécessité de mettre à jour sa situation administrative (cf. constat C1 du présent rapport), il incombe à l'exploitant de mettre en sécurité ses installations de traitement chimique (dont la vidange complète des deux cuves et l'évacuation des bains qui seront à traiter en tant que déchets dangereux). L'exploitant adressera à l'inspection les preuves de réalisation de cette mise en sécurité par la transmission de photos des cuves vides et les bordereaux de suivi des bains évacués.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement [...].</p>
<p>Constats : [C3] Absence de justification de l'élimination de l'ensemble des déchets d'exploitation entreposés sur le site.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le rapport de la dernière visite d'inspection du site le 10 juin 2021 établissait une non-conformité à la prescription, le site entreposant des déchets depuis plus de deux ans. Il était demandé à l'exploitant de faire évacuer les déchets dangereux stockés sur son site, soit environ 10 tonnes de solides (boues, poussières et galettes résiduelles du traitement des eaux) et 15 m³ de liquides de traitement de surface.</p> <p>Dans le cadre préparatoire de l'inspection du 2 novembre 2023, l'exploitant a transmis par courriel les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bordereau de suivi de déchets pris en charge le 27 septembre 2021 par la société OSIS (SARP OSIS SUD-EST) et réceptionnés le 30 septembre 2021 par SARP INDUSTRIES à LIMAY (78520). <p>Nature des déchets : boues basiques, conditionnement sous la forme de 10 colis, quantité présentée à l'installation de destination : 8,160 tonnes.</p> <p>L'exploitant transmet par courriel à l'issue de la visite d'inspection du 2 novembre 2023 une facture de la société TRIADIS Services (SÉCHÉ global solutions) datée du 31 décembre 2021, récapitulant la prise en charge des différents lots de déchets suivants pour une quantité totale de 8,332 tonnes, soient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liquide corrosif basique : 2,25 tonnes - Acide minéral liquide : 3,362 tonnes - Acide minéral boue : 0,951 tonne - GRV/fût vides souillés acide : 0,172 tonne - GRV/fût vides souillés : 1,102 tonnes - Base liquide : 0,178 tonnes - Liquide BPC : 0,080 tonne - Flocculant : 0,127 tonne - Dithionite de sel : 0,110 tonne. <p>Au regard des quantités de déchets que l'exploitant se devait de faire évacuer au titre des constats de la visite d'inspection du 10 juin 2021, la fourniture des documents supra permet à l'inspection de noter l'enlèvement sur le site d'environ 16,5 tonnes de déchets au cours du dernier trimestre de l'année 2021.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 2 novembre 2023, l'exploitant indique à l'inspection que les opérations de maintenance et de nettoyage du four à lit de sable ont été réalisées en mars 2023. A l'issue de la visite, celui-ci fournit à l'inspection deux bordereaux de suivi de déchets dangereux (récépissés Trackdéchets) pris en charge sur le site par la société TRANSPORTS GILLOIS le 16 mars 2023 et réceptionnés le 17 mars 2023 par SÉCHÉ ECO INDUSTRIES à CHANGÉ (53).</p> <p>Ces deux documents établissent l'enlèvement des lots de déchets suivants :</p>

- déchets de sablage, quantité présentée à l'installation de destination : 2,68 tonnes.
- cendres de four, quantité présentée à l'installation de destination : 2,2 tonnes.

Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'un certain nombre de déchets à proximité du réservoir extérieur de GPL, sur une surface au sol d'une vingtaine de mètres carrés environ (voir la planche photographique en Annexe 1 du présent rapport).

Parmi ces déchets, qui sont entreposés à même le sol, on identifie essentiellement des palettes en bois, mais aussi des conteneurs, bacs et bâches en plastique, une grande cuve cylindrique, ou encore une bouteille de gaz de ville. L'inspection considère que ces déchets sont entreposés tels quels depuis un certain temps, au regard de la végétation enveloppante.

Entreposés à proximité du réservoir de GPL, ces déchets sont à éliminer du site dans les meilleurs délais au regard du risque incendie qu'ils constituent. L'exploitant ne pourra en aucun cas entreposer ces déchets à un autre endroit sur son site. Il adressera à l'inspection des installations classées la preuve de leur retrait du site et de leur élimination.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestion des déchets - Elimination

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Registre relatif à l'élimination des déchets d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : [C4] Absence de tenue d'un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Observations : L'exploitant déclare faire globalement procéder à un enlèvement chaque année. Le remplacement complet du sable du four (à lit de sable fluidisé) a été réalisé au mois de mars 2023. L'inspection constate lors de la visite que des déchets de production en attente d'élimination sont stockés dans deux big bags à l'intérieur du bâtiment d'exploitation. L'exploitant présente son registre de suivi des déchets à l'inspection et indique ne plus le tenir à jour depuis qu'il utilise l'outil numérique TRACKDECHETS. Cet outil n'étant à utiliser que pour déclarer des déchets dangereux, en l'absence de complétude d'un registre des déchets non dangereux, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une synthèse claire de l'ensemble des déchets qu'il fait enlever.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Gestion des produits dangereux - Etiquetage des cuves et canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage des cuves et canalisations de traitement de surface
Prescription contrôlée : [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : [C5] Absence d'étiquetage conforme des cuves de traitement de surface.
Observations : Les deux cuves de traitement de surface ne portent aucun étiquetage indiquant les produits qu'elles contiennent. L'inspection précise qu'il s'agit d'une non-conformité déjà ancienne, puisque cette absence d'étiquetage avait été constatée à l'occasion de la dernière visite d'inspection le 10 juin 2021, dont le rapport demandait à l'exploitant de résoudre la situation en apposant des étiquetages répondant aux prescriptions de l'INRS.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Gestion des déchets - Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle
Prescription contrôlée : [...] II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an ; [...].
Constats : [C6] Absence de déclaration annuelle dans le registre numérique GEREPE.
Observations : L'établissement ARENA COMET FRANCE n'est pas déclaré dans GEREPE. L'exploitant n'a donc jamais réalisé sa déclaration annuelle de déchets sous le registre numérique GEREPE, permettant d'assurer et gérer le suivi des émissions et des transferts de polluants et des déchets générés par les activités d'une entreprise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Installations électriques - Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2002, article 9.2.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défektivité relevée dans les délais les plus brefs.[...]
Constats : [C7] Absence de justification de l'entretien annuel des installations électriques.
Observations : L'inspection demandait à l'exploitant dans sa lettre d'annonce de visite de lui adresser les deux derniers rapports de contrôle de ses installations électriques. Les rapports fournis correspondent à des prestations réalisées par le BUREAU VERITAS sur le site le 1 ^{er} avril 2021 : il s'agit de la dernière intervention d'entretien des installations électriques qui a été réalisée. Le rapport de visite périodique mentionne une dizaine d'écarts, ainsi que l'absence de vérification d'une partie des installations (plusieurs points lumineux et une armoire variateur) au plan des limites d'intervention. Le compte-rendu de vérification périodique Q18 détaille la vérification complète des installations électriques de l'établissement. Ce document indique qu'une coupure totale a été autorisée par l'exploitant, et que la précédente vérification des installations a été menée le 31 mai 2017. Dans son récapitulatif d'observations, le prestataire relève la présence de poussières déposées ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques, concluant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant ne présente à l'inspection aucun élément de remédiation aux défauts relevés par le BUREAU VERITAS en 2021 dans les deux rapports cités précédemment. Aucun rapport de contrôle des installations électriques n'est fourni à l'inspection pour les années 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2002, article 9.7.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du poteau incendie
Prescription contrôlée : [...] En particulier, la défense contre l'incendie sera assurée par un poteau incendie normalisé, situé à moins de 200 m, susceptible d'assurer un débit de 117 m ³ /h sous 1 bar, pendant 2 heures minimum.
Constats : [C8] Absence de justification du débit du poteau incendie.
Observations : Les deux derniers rapports de contrôle des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie, dont la confirmation du débit du poteau incendie le plus proche (situé sur la D951, au niveau du 184bis Route de Sandillon), ont été demandés dans la lettre d'annonce de la visite d'inspection. Aucun document en réponse n'a été fourni par l'exploitant, qui n'est pas en mesure de confirmer à l'inspection la disponibilité de la ressource en eau nécessaire, telle que prévue par la prescription.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des extincteurs
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le 28 septembre 2023 une fiche de synthèse de vérification annuelle pour les années 2020,2021,2022 et 2023 par la société CPI DU VAL DE LOIRE. Pour 2022 : vérification annuelle de 5 extincteurs réalisée. Aucune anomalie n'est relevée. Pour 2023 : vérification annuelle de 5 extincteurs. Remplacement à neuf d'un extincteur CO2 de 10 ans. Aucune remarque de la part du prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention de la pollution des eaux - Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2002, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont équipés d'obturateur (pneumatique, électrovanne, etc.) permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et manoeuvrables, en toute circonstance. Ces dispositifs sont clairement identifiés et connus du personnel d'exploitation. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant indique à l'inspection que les réseaux de collecte de son établissement ne sont pas pourvus d'obturateurs. Il est prévu qu'en cas de sinistre incendie, les eaux d'extinction soient

confinées sur le site (la dalle du bâtiment d'exploitation est construite sur décaissement), conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral initial.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réservoir de GPL - Protection de l'accès au réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Mise en place d'une clôture de hauteur 2 mètres sur les 4 côtés du réservoir GPL (en plus de la clôture déjà existante avec le site voisin) avec mise en place de l'affichage réglementaire – article 5.2 du chapitre 5 du présent arrêté. Echéance fixée dans l'APC : 31 mars 2022
Constats : [C9] Absence de clôture sur les quatre côtés du réservoir de gaz.
Observations : L'échéance de réalisation pour installer cette clôture, fixée au 31 mars 2022 dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2021, n'a pas été respectée. Le réservoir de gaz est aujourd'hui toujours libre d'accès, dans la mesure où le site de l'exploitant est accessible via une voie de servitude, partagée avec les entreprises voisines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Réservoir de GPL - Contrôle d'accès au réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).
Constats : [C10] Absence de restriction d'accès au réservoir de gaz.
Observations : La prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2021 n'a pas été respectée (cf Constat C8 - Absence de clôture sur les quatre côtés du réservoir de gaz).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 13 : Réservoir de GPL - Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque - notamment l'interdiction de fumer et l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires. Cette interdiction est affichée soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire de stockage ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation.
Constats : [C11] Absence d'affichage de consignes à proximité du réservoir de gaz.
Observations : Les seules consignes de sécurité présentes sont celles du fabricant du réservoir de gaz, par étiquetage de la cuve. En l'état, l'inspection constate que les trois prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2021, à savoir : les mentions de l'interdiction de fumer et d'utiliser des téléphones cellulaires, ainsi que l'indication d'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion, ne sont pas respectées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Réservoir de GPL - Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. En particulier les réservoirs, à l'exception des réservoirs enterrés sous protection cathodique, sont mis à la terre par un conducteur dont la résistance est inférieure à 100 ohms. L'installation permet le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.
Constats : [C12] Absence de justification de la réalisation du test de terre du réservoir de gaz et du respect de l'échéance de ce contrôle.
Observations : L'exploitant fournit à l'inspection le 30 octobre 2023 le certificat d'inspection périodique du réservoir de gaz, établi par ANTARGAZ le 9 avril 2021. Le document dresse la liste des opérations effectuées par le technicien (entretien, lessivage, contrôle du réservoir et de l'étanchéité des équipements, travaux de fin de chantier) mais il n'indique pas clairement que le test de terre a été réalisé par le prestataire. L'inspection constate la présence d'une fiche permettant le raccordement du véhicule ravitailleur. Le certificat ANTARGAZ émis en avril 2021 étant le seul document fourni à l'inspection, l'exploitant ne justifie pas du respect de l'échéance annuelle de contrôle fixée dans son arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 15 : Prévention de la pollution atmosphérique - Périodicité de mesure des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité des mesures et analyses des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures et analyses des rejets dans l'atmosphère sont effectuées annuellement par un organisme habilité en sortie du four à lit fluidisé.
Constats : [C13] Absence de réalisation annuelle des mesures d'émissions atmosphériques.
Observations : L'exploitant avait transmis par courriel à l'inspection le 30 octobre 2023 les rapports de mesures des émissions atmosphériques réalisées par le BUREAU VERITAS sur le site les 22 août 2019 et 3 juin 2021 ; il a ensuite fourni le 10 novembre 2023 celui des dernières mesures, réalisées le 16 octobre

par le même prestataire. L'inspection précise que le jour de la visite, l'exploitant n'était pas encore en possession de ce dernier rapport.

Il précise dans son courriel du 10 novembre 2023 qu'il s'agit des rapports correspondant aux deux dernières prestations réalisées sur le site, confirmant ainsi qu'aucune prestation n'avait été réalisée au titre de l'année 2022.

L'exploitant ne respecte pas la périodicité de contrôle fixée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2021, précisant que les mesures et analyses des rejets dans l'atmosphère sont à effectuer annuellement par un organisme habilité, au point de rejet en sortie du four à lit de sable fluidisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Prévention de la pollution atmosphérique - Mesure et analyse des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/08/2021, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques issus du four

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, [...]

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration (mg/Nm3)	Flux (g/h)
Nox	25	212,5
COVT	5	42,5
Acidité (en H)	0,5	4,25
HF (en F)	5	42,5
Poussières	25	213
Cr	0,1	0,85
Cr VI	0,01	0,085
Ni	0,1	0,85

Constat : Absence d'écart relevé.

Observations :

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel des 30 octobre et 10 novembre 2023 les deux derniers rapports de contrôle réglementaire des émissions atmosphériques issues de son four de décapage.

Concernant le rapport de mesures des émissions atmosphériques par le BUREAU VERITAS réalisées sur site le 3 juin 2021, l'inspection note que cette campagne de mesures a été réalisée un peu avant la date de notification à l'exploitant de son dernier arrêté préfectoral complémentaire (le 6 août 2021) fixant de nouvelles valeurs limites d'émission. Le rapport relevait un dépassement de la valeur limite d'émission pour le paramètre Poussières.

Les valeurs relevées par le BUREAU VERITAS pour les huit paramètres de la prescription sont inférieures aux valeurs limites d'émission fixées : les rejets du four de décapage thermique sont

conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Prévention contre le risque d'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2002
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] – sur la prévention contre les risques d'inondation : les cuves contenant les produits de décapage sont étanches et seront arrimées au sol de manière à éviter leur dérive en cas de crue. L'exploitant s'engage à procéder aux opérations de pompage des produits, ainsi qu'à leur remisage sur un site, en dehors des zones inondables, dans un délai de 48 heures à compter de l'annonce du risque de crue. [...]</p>
<p>Constats : [C14] L'exploitant ne justifie pas de la mise en place de mesures de prévention contre l'inondation.</p>
<p>Observations : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées les preuves de l'ancrage au sol des deux cuves de traitement chimique de surface et du réservoir de gaz extérieur (la note de calcul des résistances est à communiquer), ainsi que la procédure prévoyant la mise en œuvre du pompage et de l'évacuation des produits en dehors des zones inondables, dans le délai de 48 heures prescrit.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Annexe 1 : planche photographique.

Constatation visuelle le jour de la visite d'inspection (02/11/2023) : déchets divers entreposés à l'extérieur du bâtiment d'exploitation.

